ILCEA

Revue de l'Institut des langues et cultures
d'Europe, Amérique, Afrique, Asie et Australie

13 | 2010

Les voies incertaines de la démocratisation

Éclairages sur la crise argentine de 2001 : des réformes structurelles de l'économie à l'intensification de la protestation sociale

Arnaud Trenta

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ilcea/905>

DOI : 10.4000/ilcea.905

ISSN : 2101-0609

Éditeur

UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Édition imprimée

ISBN : 978-2-84310-181-6

ISSN : 1639-6073

Référence électronique

Arnaud Trenta, « Éclairages sur la crise argentine de 2001 : des réformes structurelles de l'économie à l'intensification de la protestation sociale », *ILCEA* [En ligne], 13 | 2010, mis en ligne le 30 novembre 2010, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ilcea/905> ; DOI : 10.4000/ilcea.905

Ce document a été généré automatiquement le 21 avril 2019.

© ILCEA

Éclairages sur la crise argentine de 2001 : des réformes structurelles de l'économie à l'intensification de la protestation sociale

Arnaud Trenta

- 1 Si, pour de nombreux chercheurs en sciences sociales, l'Argentine des années 1990 a été perçue comme un laboratoire économique en référence aux réformes structurelles menées sous la présidence de Carlos Menem, l'Argentine des années 2000 peut être considérée comme un laboratoire politique en référence à la multitude des mouvements sociaux qui interpellent l'observateur tant par l'ampleur des mobilisations que par la nouveauté des pratiques. Au tournant du siècle, la société argentine a vécu une grande transformation symbolisée par l'hégémonie puis l'effritement du paradigme néolibéral. L'article vise à mettre en lumière la nature de cette transformation en se focalisant, d'une part, sur les mutations socio-économiques qui ont bouleversé la société argentine et, d'autre part, sur les pratiques politiques qui ont émergé de la société civile pour investir l'espace public et protester contre un régime considéré comme injuste aux niveaux politique, économique et social.
- 2 Les analystes de la crise de 2001 s'accordent pour situer dans la décennie 1990 le développement des processus qui provoqueront l'implosion institutionnelle du pays. Certes, il est possible d'élargir la perspective historique et de trouver dans les périodes antérieures des éléments de compréhension du phénomène, les racines du problème sont profondes. Néanmoins, la radicalité des réformes économiques et ses conséquences sociales font de cette décennie une période cruciale sur laquelle il convient de se pencher¹. Nous reviendrons donc dans une première partie sur les différentes dimensions des transformations structurelles de l'économie ainsi que sur la fragmentation de la société et l'émergence de nouveaux acteurs protestataires.
- 3 Les journées insurrectionnelles du mois de décembre 2001 destituant la présidence de Fernando de la Rúa marquent l'entrée dans une crise politique majeure dont une

caractéristique essentielle est le foisonnement d'initiatives issues de la société civile. Ces mobilisations rassemblaient de larges franges de la société, des classes populaires aux classes moyennes, sans toutefois que les liens entre les différents groupements soient nécessairement coopératifs, voire existants. Cependant, ces revendications se retrouvaient dans le rejet de la politique institutionnelle, dans l'action directe, et, pour une grande partie d'entre elles, dans la recherche d'autonomie. Les organisations de chômeurs et les assemblées de quartier sont les deux types de mobilisation qui seront détaillés dans la seconde partie de l'article ; on insistera sur le rapport au politique que ces groupements ont cherché à développer en dehors du cadre représentatif et national.

- 4 En conclusion, on évoquera le « retour à la normale » qui se manifeste avec clarté lors de l'élection présidentielle d'avril 2003, puis dans la vague d'enthousiasme qui accompagne les premiers pas du président Nestor Kirchner. Enfin, plutôt que d'envisager sous l'angle de l'échec la fin de ce cycle de protestation fertile en innovations, on privilégiera l'hypothèse d'une intense période d'expérience et d'activation politiques qui devrait marquer les trajectoires de futurs militants.

Les prémisses de la crise

Les transformations structurelles

- 5 Si le tournant néolibéral apparaît dès la fin des années 1970 sous l'action du ministre de l'Économie de la junte militaire José Alfredo Martínez de Hoz (Schvarzer, 1998) et s'institutionnalise dès le milieu des années 1980 avec le plan Baker, la véritable rupture s'opère lorsque Carlos Menem lance les *réformes structurelles* prônées par les élites économiques nationales et les institutions internationales, Fonds monétaire international (FMI) et Banque mondiale en tête (Gerchunoff et Torre, 1996).
- 6 Membre du parti péroniste, Carlos Menem gagne les élections présidentielles de 1989 et succède à Raul Alfonsín qui anticipe de cinq mois la passation de pouvoir en raison d'une violente crise économique qui voit l'inflation atteindre des taux records (2 300 % en 1989). Selon Torre et Palermo (1995), l'hyperinflation a participé de la constitution d'un contexte favorable à la mise en œuvre de réformes radicales en accroissant la tolérance de la population envers une politique économique visant la stabilisation et le retour à l'ordre social. Luis Alberto Romero insiste également sur cette dimension en évoquant les pillages de magasins (« saqueos ») et l'image du vide institutionnel qui accompagnent l'hyperinflation et heurtent les consciences, offrant au nouveau président « une espèce de chèque en blanc » (2006, p. 11). Cependant, le projet néolibéral – qui repose schématiquement sur la rationalisation et la réduction du rôle de l'État ainsi que sur l'intégration de l'économie nationale à l'économie mondiale – a également bénéficié du discrédit des entreprises publiques auprès de l'opinion au regard de la qualité et du développement des services (Gerchunoff et Torre, 1996, p. 738). La faible crédibilité d'un système économique étatique et protectionniste est ainsi un second facteur participant du contexte favorable aux réformes néolibérales. Un troisième point permettant de comprendre pourquoi l'ajustement structurel ne s'est pas opéré sous le gouvernement de Raul Alfonsín, est l'habileté politique de Carlos Menem qui a su construire, avant et après son élection, une large et inédite coalition lui assurant le pouvoir législatif au Congrès ainsi que le soutien des élites économiques et des syndicats (Gerchunoff et Torre, 1996, p. 738-739).

- 7 C'est dans ce contexte que la société argentine va vivre une rapide et profonde transformation. Le prisme néolibéral ouvre trois grands chantiers : la privatisation des entreprises publiques, l'ouverture économique et la flexibilisation du marché du travail. Le programme de privatisations de l'exécutif argentin est d'une ampleur vertigineuse et son exécution s'effectuera majoritairement en l'espace d'une année et demie. Au final, passeront dans le secteur privé :

la plus grande entreprise du pays (la compagnie pétrolière YPF) ; la production, le transport et la distribution de l'énergie électrique ; le transport et la distribution de gaz naturel ; une bonne partie de l'infrastructure routière (routes nationales et réseaux d'accès aux grandes villes) ; le dragage et le balisage de la voie fluviale entre Santa Fe et l'océan Atlantique ; le service postal ; le système national des aéroports ; le transport ferroviaire des passagers et des marchandises ; le service de téléphonie ; les terminaux portuaires ; le système de distribution d'eau et d'assainissement (dans le territoire métropolitain de Buenos Aires – le plus grand système intégré au niveau international – et dans plusieurs provinces) ; les entreprises sidérurgiques et pétrochimiques, etc. (Azpiazu et Schorr, 2006, p. 51.)

- 8 Cette frénésie dans la privatisation trouve son explication, au-delà du cadre néolibéral, dans la quête de reconnaissance que le président Menem poursuit lors de ses premiers pas au pouvoir. Cette reconnaissance vise les milieux économiques argentins, les investisseurs privés étrangers ainsi que le FMI et la Banque mondiale, réticents *a priori* à un gouvernement péroniste et *a fortiori* au président Menem suite à la campagne populiste menée par celui-ci (Gerchunoff et Torre, 1996, p. 735). Sa crédibilité s'affaiblit de nouveau lorsqu'à la suite de son élection, il formule des projets d'action en opposition totale avec ses promesses de campagne. La nécessité de vaincre les réticences des pouvoirs économiques et financiers afin de s'ouvrir des possibilités de gouverner dans cette crise économique de 1989 est une clé de compréhension de ce violent accès de privatisations, celles-ci jouant le rôle de garantie de l'engagement du président vers les réformes structurelles de l'économie. La concession va plus loin puisque les conditions selon lesquelles se sont réalisées les privatisations ont été très favorables aux investisseurs privés,

risque zéro pour les entreprises, asymétries tarifaires, profits extraordinaires et distribution régressive : tout ceci a été le résultat des caractéristiques mêmes de la trame normative et régulatrice dans laquelle s'effectua la privatisation des entreprises prestataires de services publics (Azpiazu et Schorr, 2006, p. 53).

Autrement dit, s'il y a bien eu changement par rapport à la propriété, il n'y a guère eu de changement en rapport au marché puisque les entreprises privatisées ont été protégées de la mise en concurrence (Gerchunoff et Canovas, 1994).

- 9 Parallèlement au programme de privatisation, la réforme commerciale visant l'ouverture au marché mondial fut entamée dès le début du mandat présidentiel. Pensée originellement sur un plan de 4 ans et un mode progressif, la réforme des droits et des taxes de douane a pris également une tournure radicale. À la fin de l'année 1990, les restrictions quantitatives à l'importation avaient quasiment disparu ; début 1991, le tarif douanier moyen était stabilisé à 10 %. Il résulte de cette soudaine libéralisation du commerce, sans politique économique d'accompagnement, un nombre élevé de fermetures d'entreprises et l'apparition d'un chômage de longue durée (Gerchunoff et Torre, 1996, p. 742).
- 10 Troisième ajustement structurel au modèle néolibéral, la réforme du travail est conduite à partir de l'année 1991 et s'échelonne tout au long de la décennie. La question de son aboutissement est sujette à controverse tant pour les chercheurs que pour les acteurs

politiques, en raison notamment d'une plus forte mobilisation syndicale et d'une violence symbolique portée à la tradition du parti péroniste (Etchemendy et Palermo, 1998). Néanmoins, de nombreux domaines de la régulation du travail ont été modifiés dans le dessein d'accroître sa flexibilité et de réduire les charges des entreprises. Par un recours massif – mais non exclusif – au décret, le pouvoir exécutif met fin à l'indexation salariale et contraint les variations de salaires à l'évolution de la productivité, limite le droit de grève et décentralise la négociation collective, réduit la participation des entreprises à la sécurité sociale et aux allocations familiales, modifie le régime de protection des accidents et des maladies du travail en limitant les compensations et en introduisant une assurance privée obligatoire (Cortes et Marshall, 1999, p. 207). Le changement, en profondeur, du contrat de travail devient véritablement effectif à partir de la réforme de 1995 qui facilite les licenciements et permet la diffusion de contrats temporaires, « lesquels ont presque triplé entre 1995 et 1997 » (Cortes et Marshall, 1999, p. 208).

- 11 Enfin, dernier élément que l'on peut classer parmi les réformes structurelles, le *régime de convertibilité* mis en place en avril 1991 par le nouveau ministre de l'Économie Domingo Cavallo, est un plan d'inspiration monétariste visant à freiner l'inflation et à stabiliser l'économie en fixant la relation de conversion : 1 peso = 1 dollar. Véritable succès jusqu'en 1994, il voit de nombreux indicateurs économiques devenir positifs : stabilité des prix, croissance annuelle moyenne du PIB de 7,7 %, augmentation de la consommation des ménages, etc. (Gerchunoff et Torre, 1996, p. 746). Fort de ce renouveau économique, Carlos Menem assoit son leadership en gagnant les élections législatives de 1991 et la présidentielle de 1995. Mais ces succès, acquis dans une conjoncture financière et marchande favorable, masquent la fragilité et la rigidité de ce régime qui perceront à partir de 1995 et conduiront à l'implosion du pays en 2001. En se liant soi-même les mains pour s'empêcher d'agir², la direction de l'État argentin s'est rendue tributaire des investissements extérieurs et d'une balance commerciale positive pour capter des devises. L'augmentation des taux d'intérêts des États-Unis, puis les dévaluations des monnaies mexicaines et brésiliennes mettront à mal le système économique et financier qui vacillera pendant plusieurs années avant de s'effondrer avec fracas en 2001.

Fragmentation de la société et émergence de nouveaux acteurs protestataires

- 12 Les réformes structurelles de l'économie et la traversée de la décennie 1990 ont bouleversé certains équilibres de la société argentine : un chômage de masse s'est installé, les inégalités de revenus se sont fortement accrues, la classe moyenne a perdu nombre de ses ressources et la grande pauvreté s'est banalisée. Cet ensemble de phénomènes s'est imposé aux sciences sociales qui ont mobilisé alors abondamment le concept de décomposition sociale pour traduire les transformations en cours (Svampa, 2008a, p. 19-21).
- 13 Indicateur d'une telle tendance au délitement, le taux de chômage passe d'une moyenne de 6 % à la fin des années 1980 à un niveau historique de 18,4 % en 1995 pour osciller autour de 16 % jusqu'en 2001 (Gerchunoff et Torre, p. 758). Au sein d'une société peu habituée à l'exclusion du travail, le chômage fait une entrée d'autant plus étonnante qu'il augmente au cours de la période de croissance économique (9,9 % en 1992 et 10,7 % en 1993), conséquence des privatisations des entreprises publiques et de la désindustrialisation (Basualdo, 2006, p. 45). La baisse continue des salaires réels est un

autre indicateur de l'appauvrissement de larges pans de la société, on peut estimer que ceux-ci ont baissé de 25 % lors des années 1990 (Schvarzer, 2006, p. 41). Plus difficilement chiffrable mais non moins observable est la hausse du travail informel, notamment dans l'emploi domestique vers lequel se dirigent d'anciennes ouvrières. Enfin, l'émergence et la visibilité des déchus qui survivent en cherchant et vendant les matériaux recyclables dans les poubelles (« cartoneros ») achève de rendre compte de la déliquescence de la société argentine : en 2002, on estimait à 25 000 le nombre de ces hommes et femmes circulant dans la ville de Buenos Aires et à 100 000 le nombre de personnes dépendant de ces ressources (Koebs, 2005, p. 161). Face à la croissance du chômage et de la pauvreté, les politiques publiques sont restées faibles et parcimonieuses jusqu'en 1995. En accord avec Maristella Svampa et Sebastian Pereyra,

Durant cette période de grandes mutations, la société argentine ne possédait pas de réseaux de protection ni de centres de formation ou de reconversion au travail alors qu'était notable l'absence de politiques étatiques dans ce domaine, c'est-à-dire tous mécanismes nécessaires pour compenser les effets des mesures progressives de la flexibilisation du travail ou des licenciements massifs qui accompagnèrent le processus de privatisation et la reconversion des entreprises dans le nouveau contexte d'ouverture commerciale. (2005, p. 345)

- 14 En 1996, de violentes protestations de chômeurs éclatent dans plusieurs points du pays et lancent le mouvement de contestation des organisations de chômeurs (le mouvement « piquetero »). À la suite de ces soulèvements populaires, le gouvernement crée le plan *Trabajar* (« Travailler ») dont le principe était de « mettre en activité les chômeurs sans couverture sociale au travers du versement d'un salaire mensuel de 200 pesos pour une durée de 6 mois (avec des possibilités limitées de renouvellement) en échange de la réalisation de tâches communautaires » (Lodola, 2005, p. 521). Mais ce plan se caractérise surtout par son ambiguïté entre assurance-chômage, assistance publique et clientélisme politique. Les ressources financières suivent un circuit descendant que l'on peut synthétiser ainsi : le gouvernement décide de la répartition de ces ressources entre les différentes provinces ; les gouverneurs des provinces sélectionnent les municipalités concernées et décident des aides allouées ; les maires répartissent finalement les sommes reçues entre les différents individus qu'ils estiment être bénéficiaires. Le caractère non universel de l'aide et le pouvoir discrétionnaire des administrateurs a favorisé l'organisation de la mobilisation des chômeurs et l'instauration de relations directes avec les dirigeants locaux. Les blocages de route comme mécanisme de pression pour percevoir des ressources du plan *Trabajar* et la proposition de listes de bénéficiaires auprès des instances décisionnaires se sont alors multipliés, faisant des chômeurs les principaux protagonistes de la protestation contre le système politique et économique. Nous reviendrons plus en détail sur l'histoire et les traits fondamentaux de ces organisations dans la seconde partie de l'article.
- 15 Un autre acteur protestataire émerge lors de la décennie 1990, le syndicalisme dissident de la Centrale des travailleurs argentins (CTA) qui jouera un rôle dans les mobilisations sociales, notamment dans la structuration des organisations de chômeurs. Dès le début du mandat de Carlos Menem, la Confédération générale du travail (CGT) – qui avait le monopole du champ syndical – se scinde en trois groupes : la CGT-San Martin qui reste fidèle au parti péroniste, la CGT-Azopardo qui s'oppose modérément au pouvoir exécutif, et un ensemble de syndicats indépendants³ aux stratégies diverses. La victoire du pouvoir en place lors des élections législatives nationales de septembre 1991 marque fortement les esprits en légitimant l'action du gouvernement et modifie le rapport de forces dans le

champ syndical. Lorsqu'en 1992 se réalise la réunification de la CGT, les militants syndicaux les plus mobilisés contre les réformes néolibérales se regroupent et fondent le Congrès des travailleurs argentins⁴ (Murillo, 1997, p. 429-430). Par une analyse approfondie de la constitution de cet acteur, Maria Silvana Gurrera (2005) met au jour les quatre principes fondamentaux que ce nouveau modèle syndical était censé incarner : l'autonomie face à l'État, les entrepreneurs et les partis politiques ; la démocratie directe manifeste par l'élection directe des dirigeants ; l'ouverture à d'autres secteurs de la société, notamment les exclus du travail ; la revalorisation de l'éthique syndicale mise à mal par les problèmes de corruption.

- 16 Si les syndicats majoritaires ont accompagné les réformes néolibérales, négociant à la marge lorsque leurs intérêts propres – ou leur survie – étaient en jeu comme dans la réforme du travail, la CTA a maintenu une ligne d'opposition systématique tout au long des mandats de Carlos Menem. Elle a pour cela mené des actions de protestation dans l'espace public (pétition pour un référendum, campement devant le Congrès), vu croître le nombre de députés nationaux soutenant cette organisation, et appuyé l'union de l'opposition pour les élections présidentielles de 1999 (Gurrera, 2005, p. 38-43). Une autre ligne d'action se situe au niveau local, dans les relations qu'elle a pu nouer avec les organisations de chômeurs. En effet, la définition du territoire local comme espace d'investissement de la lutte ainsi que la mobilisation de la catégorie de chômeurs pour repenser la classe des travailleurs sont parties intégrantes de l'identité et du projet politique de la CTA. Ces militants syndicaux ont ainsi développé des coopérations précoces avec des organisations à bases territoriale et communautaire avant même l'émergence du mouvement piquetero, aidant par la suite à sa structuration au travers de la Fédération de terre et logement (« Federacion de tierra y vivienda »). Ce rapprochement entre la CTA et les organisations communautaires a également été facilité par l'existence d'antécédents communs de militance durant les années 1970 entre dirigeants de ces différents groupements (Gurrera, 2005, p. 47-50).

Ouverture d'un nouvel espace politique

- 17 La récession économique à partir de 1995 ainsi que l'augmentation de la protestation sociale et sa structuration croissante ont grandement fragilisé les bases du ménémisme. Lors des élections présidentielles de 1999, le front d'opposition « Alianza » rassemblant les partis dits progressistes et le parti radical triomphe du péronisme, victime de divisions internes entre le candidat officiel Eduardo Duhalde et Carlos Menem qui n'avait pas renoncé à poursuivre son entreprise présidentielle. L'enthousiasme pour cette victoire et l'espoir d'un changement s'estompent cependant rapidement devant la faiblesse des mesures de redistribution prises par l'administration du président radical Fernando de la Rúa et l'apparent renoncement à des réformes économiques qui éclate au grand jour lorsque Domingo Cavallo, le puissant ministre de Carlos Menem et père du plan de convertibilité, est rappelé au Ministère de l'économie en mars 2001. Quelques mois auparavant, la démission du vice-président Carlos Alvarez – dirigeant charismatique de l'opposition – pour une affaire de corruption avait déjà fortement décrédibilisé le nouveau pouvoir en place. Lors des élections législatives d'octobre 2001, la colère des citoyens ne se manifeste pas tant par la victoire du parti péroniste que par l'importance des votes blancs et nuls qui dépassent les 20 % de l'ensemble du scrutin (Pérez, Armelino et Rossi, 2005, p. 393).

- 18 À la fin de l'année, le poids de la dette extérieure devient insoutenable pour le système économique-financier et le 8 décembre Domingo Cavallo ordonne comme mesure désespérée le gel des dépôts bancaires qui pose une restriction drastique sur les possibilités de retrait d'argent et interdit le change des pesos en dollars (Schvarzer, 2006, p. 40). Diverses formes de protestation commencent à se développer dans l'ensemble du pays et prennent de l'ampleur autour du 12 décembre. Le 13 décembre, une grève générale contre le gouvernement est suivie massivement et provoque des actions communes entre employés de l'État et chômeurs pour réclamer les versements dus. Un climat de violence et de désobéissance civile commence à se répandre à partir du 14 décembre, on enregistre notamment de multiples pillages de magasins – du supermarché à l'épicerie – réalisés par des groupes de plus en plus nombreux, ainsi que des blocages de routes et des manifestations de commerçants. Un fait marquant est relevé par Fradkin à propos des formes de mobilisation et de l'hétérogénéité sociale des protagonistes : « Quelque chose était clair pour qui voulait le voir : deux canaux de protestation sociale qui provenaient de secteurs sociaux très différents s'étaient activés et agissaient en dehors des organisations sociales et politiques » (2002, p. 24). Autrement dit, les diverses mobilisations sont l'œuvre des couches populaire et moyenne de la société, et les organisations traditionnelles sont débordées et incapables de conduire ces mouvements insurrectionnels. Le 17 décembre, les mobilisations continuent de croître et la presse ainsi que le gouvernement évoquent la nécessité du retour à l'ordre et de l'action de la police.
- 19 La journée du 18 décembre marque un tournant dans la révolte. Dès le matin et jusqu'à la fin du jour, les pillages de magasin s'additionnent et se concentrent dans la banlieue de Buenos Aires. Le caractère massif des groupes (400 personnes en moyenne, quelques-uns au-dessus de 1 000) frappe les esprits et provoque la panique dans les quartiers de la bourgeoisie et de la finance (Fradkin, 2002, p. 30). La répression policière s'intensifie – l'on commence à compter les morts et les blessés – et la crainte d'une extension des violences à la ville de Buenos Aires et aux quartiers huppés pousse le président de la Rúa à décréter l'état de siège national dans la nuit du 19 au 20 décembre. À la suite de son discours, les rues de la capitale sont investies spontanément par des dizaines de milliers d'habitants⁵ qui, les casseroles à la main, déambulent dans les quartiers pour finir par se concentrer dans différents lieux symboliques de la ville. Aux alentours d'une heure du matin, près de 30 000 personnes sont réunies face à la maison du gouvernement. À cet instant, l'annonce de la démission du ministre Cavallo est suivie par une répression massive de la police sur ces manifestants qui résistent et engagent de véritables combats de rue, dont la violence culmine dans l'après-midi du 20 décembre, où les armes des forces de l'ordre font huit morts et quatre-vingt-dix blessés (Fradkin, 2002, p. 38-39). Dans le même temps, de la Rúa échoue lamentablement dans sa tentative de constituer un gouvernement de coalition, renonce à la présidence de la République aux environs de 20 h 00 et quitte la maison du gouvernement en hélicoptère (Ramirez et Viguera, 2006, p. 68).
- 20 La période ouverte par ces journées de décembre est, à proprement parler, le moment de la crise politique vécue par la société argentine. Celle-ci se caractérise par le vacillement des institutions politiques manifeste dans la succession des nominations présidentielles par le Congrès après le vide laissé par de la Rúa et par l'effervescence de mouvements sociaux. Le panorama des acteurs mobilisés est impressionnant : outre le syndicalisme dissident et les organisations de chômeurs, il faut compter les récupérations d'usines

autogérées par les ouvriers, les actions des épargnants lésés par l'effondrement du système financier, l'émergence de différents groupes culturels alternatifs, la participation des « cartoneros » et la constitution d'assemblées de quartier dans les grandes villes du pays, principalement à Buenos Aires. Dans cette seconde partie, nous nous arrêterons sur les deux types de mobilisations – le mouvement piquetero et les assemblées de quartier – qui ont rejeté avec le plus de virulence le cadre représentatif et national de la démocratie, et ouvert un « nouvel espace politique » (Svampa, 2008a).

Le mouvement piquetero

- 21 Les enjeux d'une crise politique et le peu de recul sur une actualité brûlante sont des obstacles majeurs à toute analyse. L'étude du mouvement piquetero n'échappe pas à ce dilemme et nous suivrons principalement une ligne interprétative pour rendre compte de ce nouveau sujet politique, celle développée par Maristella Svampa (2003 ; 2005 ; 2008a) qui non seulement s'est imposée comme une référence incontournable dans le domaine mais qui fait preuve également d'une dimension réflexive qui balise son approche⁶.
- 22 Néanmoins, la question des origines du mouvement et de ses principaux courants trouve une réponse relativement consensuelle dans la littérature. Une double origine est à prendre en considération, d'une part les mobilisations de 1996 et 1997 à Neuquén, Salta et Jujuy – c'est-à-dire dans les terres du pays – où les blocages de routes par des travailleurs au chômage réclamant des aides sociales de la part de l'État sont soutenus par les communautés villageoises contre les violentes répressions des forces de sécurité ; d'autre part, la solidarité et l'organisation communautaires réalisées depuis les années 1980 dans la grande banlieue de Buenos Aires où nombre d'exclus du travail occupent illégalement des terres (Merklen, 2009, p. 137-142). Autrement dit, des régions de la terre a surgi un nouveau type de mobilisation défini par « une nouvelle identité – les piqueteros –, une nouvelle forme de protestation – le blocage de routes –, une nouvelle modalité d'organisation – l'assemblée – et un nouveau type de demande – les plans sociaux – [...] » (Svampa et Pereyra, 2005, p. 347), qui sera repris dans les zones urbaines paupérisées de Buenos Aires où la préexistence de bases communautaires permettront un développement organisationnel du mouvement à l'échelle nationale et la transmission d'un modèle de militance intimement lié au travail dans les quartiers.
- 23 En 1998, lorsque les attributs du mouvement piquetero semblent dessinés, quatre grands groupes rassemblent les diverses organisations piqueteras et les divisent en deux courants d'orientation politique différente. D'une part, une orientation syndicale favorisant la négociation et l'institutionnalisation est présente dans le Courant de classe et de combat (« Corriente clasista y combativa ») dont les dirigeants sont issus du syndicalisme de classe développé durant les années 1960, ainsi que dans la Fédération de terre et logement qui s'inscrira dans le giron du syndicat CTA. D'autre part, une orientation autonome valorisant d'avantage le rapport communautaire et la confrontation avec les instances gouvernementales caractérise le Mouvement Tereza Rodriguez et les Mouvements des travailleurs au chômage Aníbal Verón.
- 24 Bien que l'hétérogénéité du mouvement – tant au niveau de la constitution de sa base sociale, que des idéologies présentes et des stratégies politiques – soit une donnée fondamentale de l'analyse (Svampa et Pereyra, 2003, p. 155-161), la mobilisation d'une identité commune et l'usage d'un même répertoire d'action collective donne une cohérence à ce mouvement. L'irruption dès 1996 puis la généralisation de ce mot de

piquetero (celui qui fait le piquet de grève, qui bloque la route) a renforcé le mouvement en dotant les acteurs d'une identité autrement plus positive que celle de chômeur. Selon Svampa et Pereyra (2005, p. 352-354), cette figure de l'acteur s'inscrit dans un récit partagé dont la trame consiste en un blocage de routes et en la demande d'un travail digne ou d'une assistance sociale. À cette « identité narrative » est lié un répertoire d'action collective composé du blocage de routes, du fonctionnement sous forme d'assemblée, du soutien massif de la population du territoire lors des mobilisations et du travail communautaire financé par les plans sociaux dégagés par l'État.

- 25 Le fonctionnement sous forme d'assemblée est l'indicateur d'une pratique politique cherchant à s'émanciper des tutelles gouvernementales. Présente dès les premières mobilisations de 1996, l'assemblée a toutefois évolué dans son rapport au politique, passant progressivement d'un lieu de constitution d'une demande d'intégration sociale par l'action de l'État à la manifestation d'une unité autonome dont les réseaux de solidarité se substituent aux institutions représentatives nationales (Svampa et Pereyra, 2005, p. 353-354). Cette réappropriation du politique suscite des questionnements, et le travail empirique réalisé par Delamata et Armesto (2005) auprès des affiliés de deux organisations apporte des éléments précieux. La conclusion générale de ces auteurs est formulée ainsi :

Contre une idée relativement étendue concernant les organisations de chômeurs qui les assimile à des pratiques de domination de secteurs politiquement passifs et portés à s'intégrer à des réseaux d'échange par la manipulation de ses nécessités, notre recherche constate la grande et large participation des membres de base des organisations dans la *définition de ses intérêts et de ses attentes*⁷. [...] la (re)définition des intérêts collectifs de l'organisation dans un sens en accord avec les préoccupations de ses membres est un aspect central de leur participation et, partant, de la propre existence de l'organisation. (Delamata et Armesto, 2005, p. 146-147.)

- 26 La vision idyllique et uniforme d'organisations mues par des assemblées transcendant les différences socio-économiques et créant une nouvelle égalité n'est pourtant pas de mise, la notion d'hétérogénéité doit encore éclairer la perception des phénomènes. La présence ou non d'une plateforme politique et, le cas échéant, le type de plateforme – syndicat ou parti politique – reliant les communautés à l'espace politique institutionnel, la tendance idéologique imprégnant les groupements – trotskisme, guévarisme, maoïsme, autonomisme – ainsi que l'objectif poursuivi – révolution, changements économiques, indépendance – ou encore la préexistence ou non d'un réseau de solidarité sur le territoire, sont autant de variables influant sur la dynamique interne des organisations et la relation avec leurs bases, celles-ci fluctuant également selon la temporalité. De même, le fonctionnement par assemblée n'exclut pas le principe de représentation puisque l'on retrouve des délégués et des coordinateurs territoriaux ainsi que des dirigeants nationaux qui peuvent, à un moment donné, ne pas recevoir le soutien de leurs bases (Delamata et Armesto, 2005, p. 141-143).
- 27 Traversé par de multiples tensions, le mouvement va néanmoins se développer fortement grâce à l'extension des plans sociaux. Ceci s'observe dans l'augmentation du nombre de bénéficiaires qui passe de 140 000 en 1997 à 1 300 000 en 2002 (Svampa et Pereyra, 2005, p. 345) comme dans celle du nombre de blocages de routes passant de 82 en 1999, à 119 en 2000, 452 en 2001 et 587 en 2002 dans la seule région de Buenos Aires (Delamata et Armesto, 2005, p. 116). La progression de ces chiffres pourrait tromper sur l'histoire sinieuse de ce mouvement. À la suite des premières luttes violentes face à

l'administration de Menem et à la politique clientéliste du parti péroniste, a succédé une période d'autonomie sous le gouvernement de l'Alianza, avant que ces organisations ne tiennent le rôle central des grandes mobilisations de 2002-2003. Ce rôle central ne sera pourtant pas tenu de manière uniforme, l'axe syndical jouant la négociation avec le gouvernement Duhalde lorsque l'axe autonomiste poursuivra les actions de protestation. Celles-ci continueront d'être réprimées par les forces de sécurité jusqu'à l'événement tragique de Pueyrredon qui marque une inflexion en ce domaine. Cet événement est le meurtre, par la police, de deux jeunes piqueteros qui eut un puissant retentissement dans la société argentine, produisant notamment des marches de protestation et conduisant le gouvernement à convoquer des élections générales anticipées. Cet événement eut également pour conséquence de renforcer les liens entre les organisations piqueteras autonomistes et les couches moyennes mobilisées au travers des assemblées de quartier.

Les assemblées de quartier

- 28 Dans la continuité des journées de décembre qui avaient vu des milliers d'habitants de Buenos Aires manifester les casseroles à la main, des rassemblements réguliers vont se tenir dans différents quartiers de classe moyenne⁸ et donner lieu à une pratique politique originale⁹ : l'assemblée de quartier. L'histoire de l'assemblée *Cid Campeador* illustre parfaitement cette filiation avec les journées de décembre :

L'Assemblée populaire *Cid Campeador* a surgi le 11 janvier 2002 suite à la convocation par affiches anonymes qui invitaient à un rendez-vous sur la petite place du monument au Cid de la ville de Buenos Aires. La convocation disait « Organisons les casseroles » et priait les habitants de la zone de se réunir le vendredi à 20 h 30. (Pérez, Armelino et Rossi, 2005, p. 397.)

- 29 Durant les premiers mois de l'année 2002, des dizaines d'assemblées comptant plus d'une centaine de participants vont ainsi se constituer dans Buenos Aires. C'est également lors de cette période d'effervescence que va se former l'assemblée inter-quartier recherchant l'union et l'articulation entre les différentes assemblées à base territoriale. Cette organisation du mouvement va connaître une évolution notable durant le mois de mai lorsque l'assemblée inter-quartier va se constituer comme une instance de second niveau où les rencontres et les débats ne renvoient plus aux individus et au mouvement mais aux assemblées et au mouvement ; ce changement est manifeste dans le passage du principe « un homme, une voix » à celui « une assemblée, une voix » dans le processus de prise de décisions. Dans la foulée de ce changement, un troisième espace de coordination se crée et se constitue comme lieu ultime de décision du mouvement, bien qu'il revête ouvertement l'aspect partisan de la politique (Svampa, 2008a, p. 121).
- 30 Cette structuration en trois niveaux trompe en réalité sur les principes directeurs de cette pratique politique, aux premiers desquels se trouvent l'autonomie, l'horizontalité et l'action directe. L'autonomie se réfère d'une part au rejet de la représentation politique – ou, pour les moins radicaux, au rejet des représentants actuels – qui s'exprimait pleinement dans le célèbre slogan « Qu'ils s'en aillent tous et qu'il n'en reste pas un seul » lancé lors des manifestations de décembre et repris par le mouvement des assemblées, et se réfère d'autre part à la volonté de se réapproprier le politique par l'action et la parole. Afin de développer cette autonomie, la grande majorité des assemblées se sont rapidement dotées de commissions (santé, politique, presse, travail, chômage, etc.) alimentant le débat par leurs propositions et augmentant la capacité d'action par leur gestion. Ces commissions étaient plus ou moins développées au sein de chaque assemblée,

en fonction de ce que la division et la spécialisation qu'elles produisaient représentaient pour les membres (Pérez, Armelino et Rossi, 2005, p. 404-405).

- 31 Le principe d'horizontalité correspond à la dimension délibérative des assemblées et se manifeste en deux points. D'une part, il n'existe pas de hiérarchie formelle et le rassemblement des membres constitue l'instance suprême et souveraine. D'autre part, le fonctionnement des sessions se base sur le volontariat et la rotation des membres qui assurent l'encadrement des débats. Ainsi, au sein de l'assemblée *Cid Campeador*,
chaque session se déroule avec un modérateur qui présente l'ordre du jour, donne la parole et contrôle que les discussions ne se détournent pas des objectifs fixés. Son rôle est tournant et il est secondé par deux autres membres qui tiennent lieu d'assistants : l'un prend en note les propositions surgies des débats et l'autre surveille le temps de parole accordé préalablement pour chaque intervention des participants. Ces rôles n'impliquent aucune hiérarchie parmi les membres et se répartissent par auto-postulation, qui est acceptée automatiquement s'il n'y a pas deux postulants. Dans ce dernier cas, l'élection par vote est évitée et l'on tend à ce que l'un des postulants cède la place à l'autre (Pérez, Armelino et Rossi, 2005, p. 404).
- 32 Le principe d'action directe est évidemment présent dans les mobilisations et les protestations effectuées par ces groupements, mais il est également à la base des actions de solidarité effectuées dans les quartiers pour resserrer les mailles du tissu social. Ces actions, aussi diverses que le mouvement est hétérogène, se sont développées au fil des mois et ont trouvé un nouveau souffle lorsqu'en juillet, à la venue de l'hiver, nombre d'assemblées se sont emparées légitimement ou illégitimement de locaux abandonnés. Si la hausse des activités a permis d'augmenter le nombre des membres dont la tendance générale était à la décroissance, elle s'est également accompagnée d'une baisse des débats politiques sur la nature et les formes de la démocratie (Svampa, 2008a, p. 142).
- 33 Si ces trois principes d'autonomie, d'horizontalité et d'action directe sont transversaux au fragile et hétérogène mouvement des assemblées, leur enchevêtrement a produit deux formes typiques d'assemblée : les assemblées populaires et les assemblées de voisins. Si, en accord avec Pérez, Armelino et Rossi (2005, p. 388), on admet l'aspect paradigmatique des cas de l'*Assemblée populaire Cid Campeador* et de l'*Assemblée de voisins de Palermo Viejo*, il est possible de distinguer ces deux modèles d'assemblée. Selon ces auteurs, les assemblées populaires cherchent à construire un pouvoir politique indépendant de l'État et sont en lutte contre le « système capitaliste » ou le « modèle néolibéral ». L'assemblée ne s'identifie pas à une classe et est ouverte à tout individu souhaitant s'engager dans la lutte, le qualificatif populaire renvoyant justement à l'idée de peuple comme entité collective transcendant les divisions sociales. Les débats et les actions émanant de ces assemblées se concentrent principalement sur les mobilisations à rejoindre ou à soutenir et sur les alliances à contracter. Les assemblées de voisins s'inscrivent en revanche dans le cadre de la démocratie représentative, mais elles revendiquent le développement autogestionnaire des activités de proximité ainsi que la création d'espaces de participation à la délibération publique et de contrôle citoyen de la gestion publique. L'ancrage local est fondamental dans ces assemblées, le travail des commissions et les discours lors des rassemblements ont pour principal objet le quartier et les demandes ou besoins de ceux qu'ils nomment les « voisins¹⁰ ». C'est d'ailleurs par ce terme que les membres s'interpellent, le fait de résider dans le quartier étant la condition principale d'intégration à l'assemblée. En somme, ces deux modèles renvoient à des orientations politiques antagonistes : lutte au niveau global et projet révolutionnaire pour le modèle

de l'assemblée populaire ; solidarité au niveau local et appropriation de l'espace public pour le modèle de l'assemblée de voisins.

- 34 La description de ces deux modèles met en lumière la fragilité du mouvement des assemblées qui se désunira à la fin de l'année 2002, rompant de ce fait les liens de solidarité tissés entre les couches moyennes et les organisations d'extraction populaire (piqueteros et cartoneros). Il y a une forme de paradoxe dans cette brève mais flamboyante expérience politique¹¹ qui tourne autour de la notion d'hétérogénéité : si la réactivation des entrecroisements entre membres d'une classe moyenne hautement fragmentée fut à la base des succès des assemblées, c'est bien la confrontation et le conflit entre différentes visions politiques qui en a assuré la désagrégation. Ainsi que le décrit Svampa,

la question relative aux différentes conceptions de la politique a constitué le noyau d'une tension originelle dont le déploiement et l'apparente issue négative contribua à poser les limites principales du mouvement : ceci nous permet de comprendre pourquoi, malgré la demande récurrente d'horizontalité, malgré l'incessante prise de parole, malgré les innombrables invocations à la démocratie directe et, enfin, malgré l'exercice réel et concret d'une démocratie participative reflétée dans le travail de quartier et dans les discussions internes, les assemblées ont rencontré une série de difficultés pour s'instituer comme un lieu de construction de consensus (2008a, p. 139).

- 35 Les travaux empiriques sur lesquels s'appuie cette réflexion mettent plus particulièrement en lumière la tension existant entre trois « identités partielles » se distinguant parmi l'ensemble des participants : les militants politiques, les intellectuels non encartés dans un parti et les voisins dits indépendants. Dans la lutte pour la conduite du mouvement à laquelle se livrèrent les partis issus de la nébuleuse socialiste ainsi que dans les rivalités qui se créèrent entre intellectuels pour la direction d'assemblées, la mobilisation d'un « savoir partisan » ou d'un « savoir expert » ont eu pour conséquence d'enrayer la dynamique délibérative et d'entraîner la désertion de membres dont les aspirations nouvelles à la participation étaient ainsi contraintes. Svampa illustre cette situation par ces propos éloquentes :

En de maintes occasions, il arrivait ainsi que les plénières finissent par devenir des dissertations illustrées de professionnels dans un cadre de faible prédisposition à s'écouter parler et dont la logique est la contestation argumentative. Et cela au-delà de la volonté dont faisaient preuve beaucoup d'autres membres de l'assemblée, notamment les plus jeunes, pour palier à l'action corrosive d'un style peu coopératif qui alternait entre le commentaire sarcastique et le ton professoral. (2008a, p. 138)

Au travers de ces jeux d'acteurs, c'est plus généralement l'inadéquation manifeste entre les pratiques politiques traditionnelles de la gauche et l'aspiration à la création de nouveaux espaces démocratiques qui est soulignée par cet auteur.

Conclusion

- 36 L'effritement et la désarticulation des mobilisations se sont accompagnés d'une croissante demande de « normalisation » de la vie politique et sociale liée au rétablissement d'une relative stabilité macro-économique au milieu de l'année 2002, sous le gouvernement provisoire du président péroniste Eduardo Duhalde. Cette demande s'est exprimée de manière éclatante lors des élections générales d'avril 2003 qui, en plus de drainer un fort taux de participation, ont réaffirmé la domination des partis traditionnels, les candidats péronistes et radicaux¹² à l'élection présidentielle capitalisant

95 % de l'ensemble des suffrages (Ansaldi, 2006, p. 25). À la stupéfaction de nombre d'observateurs, Carlos Menem arriva en tête de ces élections avec 24,14 % des voix et devança un autre candidat péroniste, Nestor Kirchner, crédité de 22,04 % des votes. Méconnu du grand public, marginalisé dans son propre parti par sa proximité avec les courants progressistes, Nestor Kirchner parvient tout de même à gagner le soutien de l'influent Eduardo Duhalde puis à rassembler un front antiménémiste qui poussera l'ancien président à se retirer de la compétition avant la tenue du second tour. En l'espace de quelques semaines, le président Kirchner va balayer les suspicions nées de son terne passé politique et de sa faible légitimité électorale pour instaurer une autorité gouvernementale rassemblant divers secteurs politiques et économiques, et susciter un fort engouement dans la population (Bernadou, 2007). Sur le terrain des mobilisations sociales, Kirchner va gagner une grande crédibilité auprès des intellectuels et des organisations de lutte pour les droits de l'homme en initiant dès le premier jour de son mandat une réforme profonde de l'institution militaire et en rouvrant la possibilité de juger les militaires impliqués dans la répression et la torture de la dernière dictature¹³. Par cette politique des droits de l'homme, Kirchner va vivifier un courant qui était à la base de l'instauration de la démocratie en 1983 (Romero, 2006) et déplacer les tensions politiques qui s'étaient concentrées sur le terrain de l'économie (Bernadou, 2007, p. 148).

- 37 Inscrit dans le processus régional de changement de paradigme politique, Kirchner tiendra un discours anti-néolibéral aux côtés de Lula, Chavez ou Evo Morales. Ses relations avec les organisations piqueteras révèlent toutefois une ambiguïté sur la rupture avec le récent passé marqué par le développement des inégalités et de l'exclusion. La stratégie présidentielle peut être lue moins comme une résolution des conflits sociaux que comme un contrôle de la protestation sociale jouant sur les tableaux de la cooptation et de la répression (Svampa, 2008). Si cette répression revêt davantage les habits judiciaires que les habits militaires, elle n'en est pas moins violente et systématique, et se traduit par des milliers d'emprisonnements dont nombre de dirigeants piqueteros. La campagne médiatique de « diabolisation » et de « stigmatisation » de ces organisations est un phénomène non moins important qui permet notamment à Svampa (2008b) de désenchanter la vision du président Kirchner en mettant en évidence ce « double discours » face aux mobilisations sociales.
- 38 En somme, les pratiques politiques novatrices qui se sont développées en Argentine au tournant du XXI^e siècle contre une économie d'exclusion et pour une appropriation du politique, n'ont pas produit de changement substantiel dans le cadre institutionnel de la politique¹⁴. Celui-ci a non seulement conservé les principes de la démocratie représentative, mais il a vu également le retour au premier plan d'un présidentielisme de type charismatique. En guise de conclusion, on voudrait néanmoins éviter la dichotomie succès/échec dans l'interprétation du devenir de ces mobilisations pour mieux les considérer comme des expériences militantes marquantes produisant une activation politique pour de nombreux sujets (en particulier pour la jeunesse) et constituant des réseaux d'amitié et d'affinité idéologique. Les travaux d'histoire récente sur les trajectoires politiques nous invitent à faire l'hypothèse que les identités forgées et partagées ces dernières années travailleront en silence et referont surface lors d'un nouveau cycle d'ouverture institutionnelle.

BIBLIOGRAPHIE

ABOY CARLÉS Gerardo, *Las dos fronteras de la democracia argentina. La reformulación de las identidades políticas de Alfonsín a Menem*, Rosario, Homo Sapiens, 2001.

ANSALDI Waldo, « Autour de la re-légitimation de la classe politique argentine », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 81, janvier-mars 2006, p. 21-25.

AUYERO Javier, *La política de los pobres. Las prácticas clientelistas del peronismo*, Buenos Aires, Prometeo, 2001.

AZPIAZU Daniel et SCHORR Martín, « Le traumatisme des privatisations », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 81, janvier-mars 2006, p. 51-57.

BERNADOU Vanessa, « La restauration d'une autorité politique. L'itinéraire "extraordinaire" du président Nestor Kirchner », *Politix*, n° 80, 2007, p. 129-153.

BASUALDO Eduardo, « Évolution et impact de la dette extérieure », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 81, janvier-mars 2006, p. 42-50.

CORTÉS Rosalía et MARSHALL Adriana, « Estrategia económica, instituciones y negociación política en la reforma social de los noventa », *Desarrollo Económico*, vol. 39, n° 154, juillet-septembre 1999, p. 195-212.

DELAMATA Gabriela et ARMESTO Melchor, « Construyendo pluralismo territorial. Las organizaciones de desocupados del gran Buenos Aires en la perspectiva de sus bases sociales », dans G. Delamata (éd.), *Ciudadanía y Territorio. Las relaciones políticas de las nuevas identidades sociales*, Buenos Aires, Espacio, 2005, p. 105-155.

ETCHEMENDY Sebastián et PALERMO Vicente, « Conflicto y concertación. Gobierno, congreso y organizaciones de interés en la reforma laboral del primer gobierno de Menem (1989-1995) », *Desarrollo Económico*, vol. 37, n° 148, janvier-mars 1998, p. 559-590.

FRADKIN Raúl O., *Cosecharas tu siembra. Notas sobre la rebelión popular argentina de diciembre de 2001*, Buenos Aires, Prometeo, 2002.

GERCHUNOFF Pablo et CÁNOVAS Guillermo, *Las privatizaciones en Argentina: Impactos micro y macroeconómicos*, CEPAL-Chile, Doc 21, Proyecto Reformas de Política Pública, 1994.

GERCHUNOFF Pablo et TORRE Juan Carlos, « La política de liberalización económica en la administración de Menem », *Desarrollo Económico*, vol. 36, n° 143, octobre-décembre 1996, p. 733-768.

GURRERA M. S., « La redefinición del conflicto social. La conformación de la Central de Trabajadores Argentinos (CTA) », dans G. Delamata (éd.), *Ciudadanía y Territorio. Las relaciones políticas de las nuevas identidades sociales*, Buenos Aires, Espacio, 2005, p. 17-66.

KOEHS Jessica, « Cuando la ciudadanía apremia. La ley "cartonera" y la emergencia del cartonero como actor público », dans G. Delamata (éd.), *Ciudadanía y Territorio. Las relaciones políticas de las nuevas identidades sociales*, Buenos Aires, Espacio, 2005, p. 157-186.

LODOLA Germán, « Protesta popular y redes clientelares en la Argentina: el reparto federal del plan trabajar (1996-2001) », *Desarrollo Económico*, vol. 44, n° 176, janvier-mars 2005, p. 515-536.

- MERKLEN Denis, *Quartiers populaires, quartiers politiques*, Paris, La dispute, 2009.
- MURILLO Victoria, « La adaptación del sindicalismo argentino a las reformas de mercado en la primera presidencia de Menem », *Desarrollo Económico*, vol. 37, n° 147, octobre-décembre 1997, p. 419-446.
- , « Del populismo al neoliberalismo: sindicatos y reformas de mercado en América Latina », *Desarrollo Económico*, vol. 40, n° 158, juillet-septembre 2000, p. 179-212.
- NOVARO Marcos et PALERMO Vicente, « Luces y sombras en la democracia argentina. Las instituciones después de Menem », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 59, n° 3, juillet-septembre 1997, p. 239-274.
- PALERMO Vicente, *¡Siganme! La política de reformas estructurales: el caso argentino*, thèse de doctorat, Université Complutense de Madrid, 1995.
- PÉREZ G., ARMELINO M. et ROSSI F. M., « Entre el autogobierno y la representación. La experiencia de las asambleas en la Argentina », dans F. Schuster et F. Naishtat (éd.), *Tomar la palabra. Estudios sobre protesta social y acción colectiva*, Buenos Aires, Prometeo, 2005, p. 387-413.
- PUCCIARELLI A. R., « El régimen político argentino a finales de la década: ¿democracia impotente o cómplice? », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 63, n° 3, juillet-septembre 2001, p. 31-66.
- RAMIREZ A. J. et VIGUERA A., « La protestation sociale dans les trois dernières décennies du XX^e siècle : Acteurs, répertoires et horizons », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 81, janvier-mars 2006, p. 58-69.
- ROMERO Luis Alberto, « L'Argentine de 1973 à 2003 : un survol », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 81, janvier-mars 2006, p. 7-13.
- SCHUSTER F. et NAISHTAT Francisco, *Tomar la palabra. Estudios sobre protesta social y acción colectiva*, Buenos Aires, Prometeo, 2005.
- SCHVARZER Jorge, *Implementación de un modelo económico. La experiencia argentina entre 1975 y 2000*, Buenos Aires, editorial A-Z, 1998.
- , *Convertibilidad y deuda externa*, Buenos Aires, Eudeba, 2003.
- , « 25 ans de recul historique », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 81, janvier-mars 2006, p. 35-41.
- SVAMPA Maristella et PEREYRA Sebastián, *Entre la ruta y el barrio. La experiencia de las organizaciones piqueteras*, Buenos Aires, Biblos, 2003.
- , « La política de los movimientos piqueteros », dans F. Schuster et F. Naishtat (éd.), *Tomar la palabra. Estudios sobre protesta social y acción colectiva*, Buenos Aires, Prometeo, 2005, p. 343-364.
- SVAMPA Maristella, *Cambio de época: movimientos sociales y poder político*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2008.
- , « L'Argentine des Kirchner : des continuités au double discours », dans F. Gaudichaud (éd.), *Le Volcan latino-américain. Gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique latine*, Paris, Textuel, 2008, p. 291-314.
- TORRE Juan Carlos et PALERMO Vicente, *A la sombra de la hiperinflación. La política de las reformas estructurales en la Argentina*, Mimeo, Universidad Complutense de Madrid, 1995.

TORRE Juan Carlos, « Los huérfanos de la política de partidos. Sobre los alcances y la naturaleza de la crisis de representación partidaria », *Desarrollo Económico*, vol. 42, n° 168, janvier-mars 2003, p. 647-665.

NOTES

1. Par manque de place, les transformations du champ politique ne peuvent être abordées dans cet article. Les phénomènes de corporatisme, de clientélisme, de corruption ainsi que la crise de la représentativité offrent pourtant un angle d'analyse pertinent ; voir notamment : Torre, 2003 ; Auyero, 2001 ; Aboy Carles, 2001 ; Pucciarelli, 2001 ; Martuccelli et Svampa, 1997 ; Novaro et Palermo, 1997.
2. Pablo Gerchunoff et Juan Carlos Torre (1996) ainsi que Vicente Palermo (1995) empruntent le concept d'auto-attachement (« *auto-atamamiento* ») à Jon Elster (*Ulisses and the Sirens. Studies in rationality and irrationality*, Cambridge University Press, 1978), pour décrire la politique économique gouvernementale lors du régime de convertibilité.
3. Pour approfondir la question des relations entre les syndicats et l'administration de Carlos Menem, voir également Murillo (2000).
4. La dénomination Centrale des travailleurs argentins et la reconnaissance légale par les pouvoirs publics s'effectueront respectivement en 1996 et 1997 (Gurrera, 2005, p. 33).
5. Sur la spontanéité de ces rassemblements, voir Pérez, Armelino et Rossi (2005, p. 394). Ils évoquent notamment comme indicateurs de cette spontanéité les vêtements d'intérieur portés par les protagonistes ainsi que la multitude des chemins empruntés.
6. Voir notamment le chapitre « Reflexiones sobre la sociología crítica en América Latina y el compromiso intelectual » dans Svampa (2008a).
7. Souligné par les auteurs.
8. Ce type de mobilisation est fortement attaché à la classe moyenne de Buenos Aires, il participe de la reconstruction de celle-ci comme sujet politique après la fragmentation et l'appauvrissement vécus lors de la précédente décennie (Svampa, 2008a, p. 119).
9. De même que pour l'étude du mouvement piquetero, l'analyse de ces manifestations requiert de la prudence. On remarque, dans de nombreux écrits sur ces mobilisations, que l'enjeu politique ou la fascination devant le phénomène a pris le pas sur la distanciation. Selon nous, deux perspectives se distinguent par leurs qualités analytiques : celle définie par Maristella Svampa (2008a) et celle développée au sein de l'Institut Gino Germani dans le groupe d'étude de la protestation dirigé par Federico Schuster (Pérez, Armelino et Rossi, 2005).
10. La notion de voisin (« *vecino* ») est fondamentale dans la culture et la tradition politiques argentines.
11. Certaines assemblées continuent néanmoins de se réunir, mais leur capacité de mobilisation et d'action est d'une ampleur infiniment plus réduite qu'en 2002.
12. Les candidats Ricardo Lopez Murphy et Elisa Carrio, anciens membres du parti radical, se sont toutefois présentés au nom des partis qu'ils avaient fondés quelques temps auparavant.
13. En août 2003, les députés puis les sénateurs votent l'annulation des lois *Punto final* de 1986 (« Point final ») et *Obediencia debida* de 1987 (« Obéissance due ») qui concernaient, respectivement, la fin des poursuites criminelles contre les militaires et la décharge de la responsabilité de leurs actes pour les militaires subalternes.
14. Les mobilisations sociales n'en continuent pas moins d'être nombreuses dans l'ensemble du pays, notamment celles ayant trait à des conflits environnementaux.

RÉSUMÉS

L'article traite de la crise institutionnelle de l'Argentine en 2001 qui occasionna la faillite de l'économie nationale, une vacance du pouvoir politique et un foisonnement de mobilisations sociales. En partant des réformes économiques néolibérales conduites par les gouvernements de Carlos Menem, l'analyse met en lumière les transformations socio-économiques qui ont ébranlé la société argentine et favorisé l'émergence de nouveaux sujets politiques rejetant la démocratie représentative. Dans un premier temps, nous détaillerons les différentes dimensions des réformes structurelles de l'économie et ses conséquences sur la fragmentation de la société et la montée de la contestation sociale. Dans un second temps, nous reviendrons sur les journées insurrectionnelles de décembre et analyserons deux types de mobilisations sociales — les organisations de chômeurs (« piqueteros ») et les assemblées de quartier — en insistant sur leur genèse, les pratiques forgées en ces temps de crise et le rapport au politique qu'elles ont développé.

The paper focuses on the argentine institutional crisis of 2001 that drove the country to the collapse of national economy, the vacancy of political power and the proliferation of social movements. Starting from the neoliberal economic policies made by the administration of president Menem, the study throws light on the socio-economic transformations that weakened the argentine society and brought about the emergence of new political subjects who rejected the frame of representative government. The first part of the paper details the multiple dimensions of the structural adjustment of economy and analyses the fragmentation of the society and the rise of social protestation as consequences of this policy. The second part relates the insurrection of December 2001 and concentrates on two types of social movement: the unemployed organisations ("piqueteros") and the neighbourhood assemblies. We relate their genesis, the practices created during this time of intense trouble and their links with politics and policy.

INDEX

Keywords : economic policy, neighbourhood assembly, neoliberalism, piquetero, social movement

Mots-clés : assemblée de quartier, mobilisation sociale piquetero, néolibéralisme, politique économique

AUTEUR

ARNAUD TRENTA

Doctorant en sociologie au Conservatoire national des arts et métiers, Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique (CNAM/CNRS)